

SANTÉ - ENVIRONNEMENT

Le moustique tigre apparu en Picardie

L'eau stagnante dans des pneumatiques a favorisé l'éclosion de moustiques tigres au moins à Laon et dans le Sud-Oise. Une veille s'impose.

C'est confirmé. Même si les trois départements sont seulement classés « en veille entomologique », le moustique tigre a bien été signalé à plusieurs endroits de la Picardie. Au minimum à Laon dans l'Aisne et dans le sud Oise à Mesnil-en-Thelle. Les deux fois, le moustique a été repéré dans des poches d'eau de pneumatiques. « Des pneus provenant du Val d'Oise », confirme le maire de Mesnil-en-Thelle, Alain Duclaire. Le signalement de sa commune vient de là.

Du côté de Laon, l'établissement interdépartemental pour la déoustication (EID) Atlantique a détecté la présence de 87 œufs de moustiques tigres dans des pièges pondoirs en décembre 2015, après le déploiement d'un dispositif de surveillance en juillet 2015. Un an plus tard, le 26 juillet 2016, le même organisme a confirmé la présence d'*Aedes albopictus*, son nom savant, après la prise de deux moustiques tigres adultes, « alors que cinq-six autres ont été observés sans être capturés ».

« L'omerta sur le moustique tigre »

Des traitements ont été mis en place et des apiculteurs avertis dans un rayon de 5 kilomètres. « On m'a demandé par téléphone de retirer mes cent ruches sous 48 heures », raconte Claude Mouflard, apiculteur professionnel et conseiller départemental Aisne du Front national. Lui et le conseiller régional FN Paul-Henry Hansen-Catta ont dénoncé « l'omerta



Le moustique tigre a bien été détecté dans l'Aisne et l'Oise. La Picardie est sous surveillance.

sur le moustique tigre » dans l'Aisne et le manque d'informations pour ses habitants. « Les services de l'État ont pris les mesures appropriées lors de la découverte de la présence du moustique tigre dans l'Aisne et ont fait procéder au traitement des zones concernées », répond par mail la préfecture de Laon. « Nous actualisons les informations officielles, mais nous militons aussi pour une veille citoyenne », réagit Stéphane Robert le président de « vigilance-moustiques.com », site parfois critiqué pour sa posture alarmiste et mercantile.

Surveiller la fin de l'été

Entomologiste au Centre national d'expertise sur les vecteurs (CNEV) hébergé par l'IRD (Institut recherche et développement) à Montpellier, Yvon Perrin, confirme les détections ponctuelles du moustique tigre. La carte nationale du CNEV, « signalement-moustiques.fr », quelque peu différente de celle de vigilance-moustiques.com, émane du ministère de la Santé et de l'ARS. Pour le spécialiste, on ne peut pas parler pour le moment de colonisation des moustiques tigres au nord de Paris.

À SAVOIR

► **Le moustique tigre** (à peine 5 mm de taille avec un corps très noir et des rayures ou taches blanches sur les pattes et l'abdomen) est installé en France, depuis 2004.

► **Vecteur** du chikungunya, de la dengue ou du virus Zika, peut transmettre ces maladies s'il pique une personne saine à la suite d'une première malade. Selon le CNEV, la cause à ce jour d'une quarantaine de cas (chikungunya et dengue) dans le sud de la France.

► **Prolifère** en milieu urbain, ne se développe pas en zone humide. Affectionne les eaux stagnantes des terrasses, jardins, pots de fleurs, vases, gouttières. Vole peu et est souvent transporté par l'homme.

Comme d'autres experts, Yvon Perrin pense tout de même que l'expansion à une grande partie du pays est quasi-inéluctable « d'ici plusieurs années ». L'entomologiste insiste aussi sur la nécessité d'une vigilance citoyenne surtout en cette fin d'été, période de détection plus importante. Le développement sur le territoire du vilain moustique est tout simplement favorisé par les longs trajets des vacanciers qui peuvent le transporter du sud au nord. Donc surveillez le « tigre » qui se nicherait dans la voiture ou la valise.

NICOLAS TOTET

SOCIAL

Le monde du lait en ébullition

Les producteurs de lait mettent la pression sur Lactalis, leader du marché, accusé de pratiquer des prix trop bas. Un combat dur à mener face à un géant de l'agroalimentaire.

LES FAITS

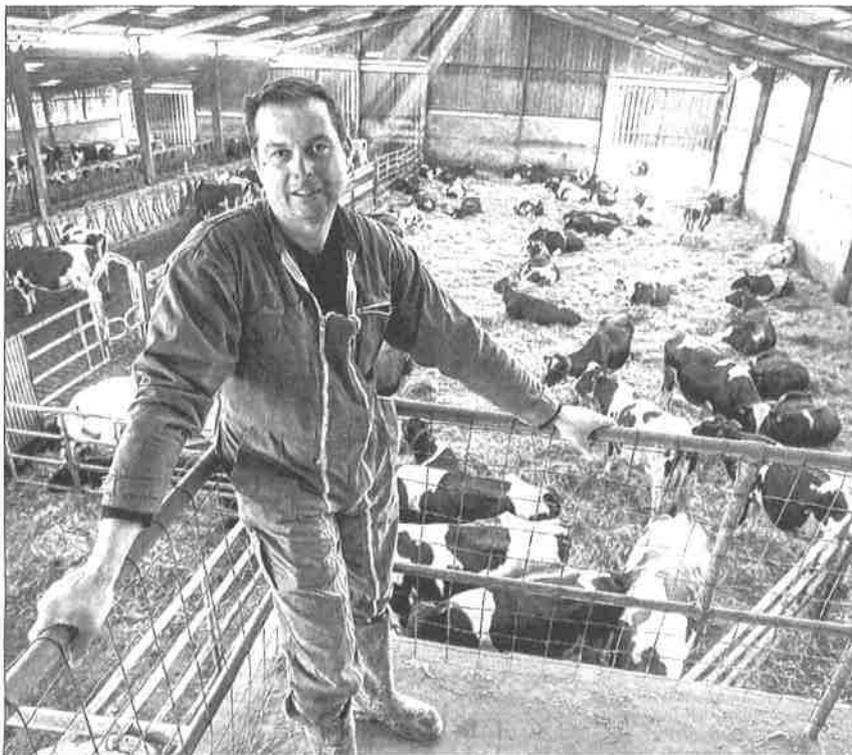
► Les producteurs de lait de Bretagne, Normandie et Pays-de-la-Loire devaient manifester ce lundi devant le siège de Lactalis, à Laval (Mayenne), pour protester contre les prix trop bas pratiqués par le numéro un mondial des produits laitiers.

► Les producteurs picards prendront le relais cette semaine, à Laval, mais aussi au travers d'autres actions ponctuelles en Picardie. Les syndicats décrivent des situations de plus en plus critiques.

La semaine s'annonce chaude, et pas seulement sur le front des températures. Loin des plages et des préoccupations ponctuelles des vacanciers, les producteurs de lait font une nouvelle fois entendre leur colère, voire leur désespoir. En ligne de mire, le groupe Lactalis, numéro un mondial de la production de produits laitiers, considéré comme le plus « mauvais payeur », parmi les industriels laitiers. Dès ce lundi, des producteurs de Bretagne, Normandie et Pays de Loire se sont donné rendez-vous pour une manifestation symbolique organisée à Laval (Mayenne), où se trouve le siège du groupe.

Les producteurs picards devraient prendre le relais dans la semaine, puisqu'un déplacement d'éleveurs de la Somme est notamment prévu jeudi. « L'idée est de mettre la pression à tour de rôle », résume Olivier Thibaut, président de l'Union des producteurs de lait de la Somme.

Objectif, « faire plier Lactalis, pour que les négociations reprennent, et arriver à un juste prix », entonnent les responsables syndicaux de la FDSEA et des Jeunes agriculteurs,



« On meurt en silence », déplore Olivier Thibaut, représentant des éleveurs de la Somme. (Photo : FRED HASLIN)

« Une forme de lassitude s'est installée. On n'a plus la force de crier »

Olivier Thibaut, producteur dans la Somme

les deux organisations à l'origine de ce mouvement de grève.

Alors que les producteurs estiment que le lait devrait être payé 386 euros les mille litres pour obtenir un SMIC et demi, la moyenne se situe aujourd'hui, autour des

300 euros. « Lactalis est celui qui paye le moins et menace de payer encore moins », déplore Alain Gille, président de la FDSEA de l'Oise et de la fédération des Hauts-de-France des producteurs de lait. Tout va très mal, c'est aussi ce que nous essayons de montrer. »

À la veille de ces manifestations, le groupe Lactalis, qui refuse de négocier avec les éleveurs tant que le retour au calme ne sera pas de rigueur, appelle les producteurs à la retenue. Au micro de France Inter, Michel Nalet, porte-parole de la société, assure comprendre les difficultés des éleveurs, tout en expliquant que ce serait pire sans

Lactalis. « Si nous avons respecté scrupuleusement les contrats qui lient Lactalis aux producteurs, depuis la fin de l'année 2015 jusqu'à quasiment aujourd'hui, nous aurions dû payer le prix bien moins que ce que nous avons payé », assure le responsable. « Quel cynisme », s'étrangle Alain Gille, qui relève surtout que Lactalis ne valorise jamais les prix, même quand la conjoncture le permet.

Le combat des producteurs de lait s'avère plus que jamais ardu avec ce mastodonte de l'agroalimentaire. Dans leurs contrats, les éleveurs en affaire avec le groupe

Lactalis, un géant très discret

Président, Bridel, Roquefort, Lactel ou encore Lepetit. Derrière ces marques ultraconnues se cache un seul et même groupe, Lactalis. Implanté partout dans le monde, il emploie 75 000 salariés et se présente comme le numéro un mondial des produits laitiers devant Nestlé.

À l'origine de cet empire lacté, un certain André Besnier, fondateur de la petite entreprise familiale en 1933 à Laval (Mayenne), avec la création du camembert Le Voyageur. Aujourd'hui à la tête du groupe, Emmanuel Besnier, petit-fils du fondateur, cultive la même discrétion qui prévaut au sein de l'entreprise depuis sa création. Les comptes ne sont pas publiés, mais cela devrait changer dans le cadre du projet de loi Sapin 2.

se verraient interdire le droit de manifester devant les lieux de production de Lactalis, sous peine de poursuites. « Un producteur qui manifeste prend le risque de ne plus être collecté, c'est un risque que beaucoup ne peuvent pas prendre », poursuit Alain Gille.

Encore moins dans un contexte économique très difficile pour ces éleveurs qui sont pour la plupart polyculteurs, et souffrent cette année encore de récoltes médiocres. « On cumule deux années de crise sur le front du lait, et les rendements une fois encore ne sont pas au rendez-vous », déplore Olivier Thibaut. Une forme de lassitude s'est installée. On n'a plus la force de crier, on meurt en silence. »

Selon l'organisation, le nombre d'exploitations laitières, 6 000 dans les Hauts-de-France aujourd'hui, aurait diminué de moitié au cours des 15 dernières années.

FABRICE JULIEN

LA FRANCE, POIDS LOURD DU LAIT

► La filière du lait affiche un chiffre d'affaires de 29,8 milliards d'euros en 2013, au 2^e rang des industries agroalimentaires, après la viande.

► 24,6 milliards de litres de lait

collectés en 2015 dont 70 % pour fabriquer des produits laitiers grand public, et 30 % des produits intermédiaires (utilisés dans l'alimentaire, les secteurs pharmaceutiques et chimiques).

LE CHIFFRE

369 euros pour mille litres de lait payé aux producteurs français au dernier trimestre 2014, contre 307 euros aujourd'hui.

LA PHRASE

« Nous sommes disposés à discuter. Mais on ne peut pas à la fois guerroyer et faire un blocus, stigmatiser notre groupe et demander de se mettre autour de la table. » Michel Nalet, porte-parole de Lactalis

28 éoliennes cernent Soissons

Près de trente éoliennes pourraient être installées dans les mois qui viennent dans le Soissonnais. Le point sur les projets en cours.

LES FAITS

- ▶ Une enquête publique va commencer le 5 septembre à Montgru-Saint-Hilaire.
- ▶ Un nouveau projet a été déposé au début de l'été à Grand-Rozoy. Il comprend six éoliennes contre dix pour le précédent, pour lequel l'enquête publique avait débouché sur un avis défavorable.

1 MONTGRU-SAINT-HILAIRE Ce projet remet sur le tapis le dossier des éoliennes puisque, si on parlait davantage d'autres dossiers ces derniers temps, celui-ci en est au stade de l'enquête publique. Elle débutera dès lundi 5 septembre. Il faut dire que la municipalité, contrairement à d'autres endroits, n'y est pas opposée. Il a même été envisagé entre deux communes avec celle de Lailly. Un autre village du sud de l'Aisne devait aussi être partie prenante au départ, selon Philippe Lévêque, maire de Montgru, chacun devant accueillir deux mâts sur son territoire. En définitive, il y en aurait donc quatre, dont deux dans le Soissonnais, à Montgru-Saint-Hilaire.

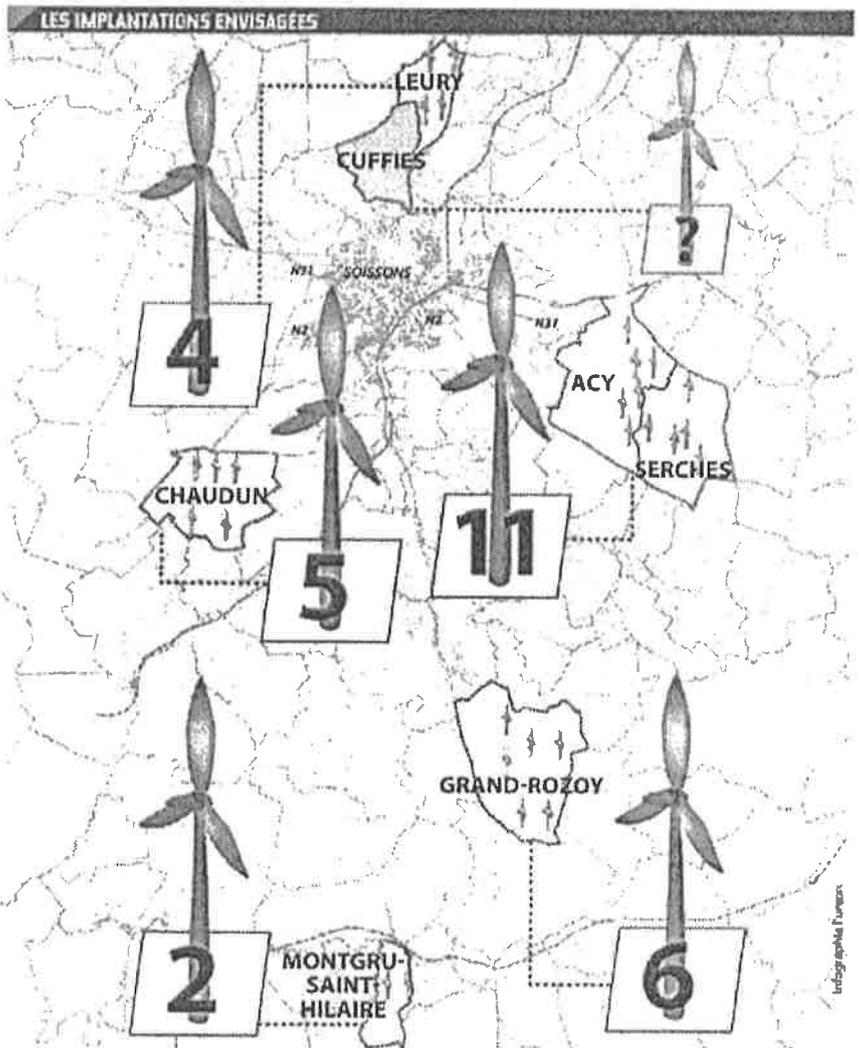
2 LEURY Ce sont les seules éoliennes dont la réalisation est, pour l'heure, bien partie. Les quatre mâts pourraient d'ailleurs sortir de terre avant la fin de l'année 2016. Au départ, il s'agissait du projet Leury-Cuffies et cinq éoliennes devaient s'implanter sur cette dernière commune. Son conseil municipal n'y était pas opposé. Mais il s'avère que le plan d'occupation des sols n'autorisait pas de construction autre que celles à usage agricole sur ces terrains. Un nouveau permis est déposé mais pour trois mâts seulement.

3 ACY-SERCHES Ce projet comprend onze éoliennes réparties sur les territoires de Acy, Serches mais aussi Couvrelles et Ciry-Salsogne. Ces « éoliennes géantes » (voir par ailleurs) focalisent de nombreuses oppositions. Même celle du maire de Soissons qui a réclamé un débat à l'Agglo.

4 CHAUDUN Cinq moulins sont envisagés de part et d'autre de la RN2, deux côté Chaudun et trois côté Saint-Pierre-Aigle.

5 GRAND ROZOY Un second projet vient d'être présenté. Il comprend six éoliennes et le maire y est favorable.

LAURENCE PICANO



Une association fédère les oppositions

Si quelqu'un s'y connaît en actualité de projets éoliens, c'est bien Régine Lecourtois-Nivart. Présidente de l'Association pour la promotion et la préservation des paysages et de l'environnement du Soissonnais (APSES), elle est à l'affût du moindre dépôt de permis de construire et de la moindre ouverture d'enquête publique. Les oppositions naissent localement comme, par exemple « le gros collectif », dont elle rappelle l'existence contre les mâts envisagés à Serches, Acy, Ciry-Salsogne et Couvrelles. Mais, parmi ses membres « beaucoup sont adhérents de notre association », rappelle la responsable. « Nous avons la capacité d'agir en justice », fait remarquer la présidente qui précise qu'un particulier peut le faire aussi mais seulement en démontrant qu'il subit un préjudice.

Très active dans le domaine des éoliennes, l'association se consacre majoritairement à l'information. « Le plus embêtant, c'est quand on voit les éoliennes se construire sans avoir eu le temps de réagir », dit-elle. Aussi a-t-elle prévenu les riverains de l'enquête publique qui se tiendra à la mairie de Montgru-Saint-Hilaire lundi 5 septembre et samedi 24 septembre de 9 à 12 heures ainsi que jeudi 6 octobre de 14 à 18 heures.

Car, ce qui contrarie Régine Lecourtois-Nivart, c'est « disproportion entre les éoliennes et les habitations », comme à Acy-Serches où « elles mesureraient 180 m de haut », souligne-t-elle. Elle est également préoccupée par le bruit, bien entendu, et les paysages : « Le Soissonnais est une sorte de jardin proche de l'île de France », s'enthousiasme cette habitante.

L'union 23/08

MARLE

L'inquiétude grandit chez les parents

Des parents d'élèves, scolarisés à Marle mais habitant à l'extérieur, s'inquiètent ne sachant toujours pas comment se dérouleront les activités périscolaires à la rentrée.

LES FAITS

► **2013** : mise en place des nouvelles activités périscolaires (NAP) pour tous les élèves.

► **Le 28 juillet 2016**, dans une lettre adressée aux parents habitant en dehors de Marle, le maire informe les familles que leurs enfants ne pourront plus participer aux NAP.

► **Les maires** des communes voisines ne sont informés que mi-août de cette décision.

Nous n'avons toujours pas de réponse claire», souffle Florence Lombart, habitante de Cilly. Ses enfants sont scolarisés à Marle. Depuis deux ans, ils bénéficient des nouvelles activités périscolaires (NAP) mises en place dans le cadre de la réforme scolaire. Mais voilà, la municipalité marloise a décidé en juillet, pour des raisons économiques, que les enfants extérieurs à la ville de Marle ne pourraient plus y participer. Devant le désarroi des parents, elle a revu sa copie, rendant finalement payantes les NAP pour les enfants n'habitant pas Marle.

« Nous avons demandé un rendez-vous au maire pour avoir des précisions, sans succès. Nous sommes dans



Florence Lombart et David Marqueta lisent attentivement la lettre envoyée par la mairie de Marle.

l'incertitude la plus totale», insiste la maman qui redoute de ne pas réussir à faire garder ses enfants. Elle se demande quel sera le tarif des NAP et si tous les enfants seront acceptés.

Même inquiétudes et mêmes questions en suspens pour David Marqueta, un autre parent d'élève. Lui cherche déjà des solutions pour la rentrée. « Je vais peut-être devoir réduire mes heures de consultation pour garder mon fils », dit-il. Il exerce en tant que kinésithérapeute à la Maison de santé de Marle. « Je suis très content de l'école de Marle, mais là ce n'est pas

Le maire, Jacques Sevrain, assure qu'une nouvelle lettre explicative sera envoyée aux parents d'élèves concernés

correct ce qui est fait », lâche-t-il.

Comme d'autres parents, David Marqueta et Florence Lombart ont tenté de se renseigner autour d'eux.

En vain. Il faut dire que même les maires des communes voisines ne sont pas plus informés. Eux-mêmes ont appris l'arrêt des NAP pour les enfants de leurs communes par hasard. « Je l'ai appris dans la presse. Je n'étais pas au courant. Il n'y a eu aucune concertation », assure Dominique Portard, le maire d'Autremencourt. « Des habitants sont venus me voir pour avoir des explications, ils ne m'ont pas cru quand je leur ai dit que je n'en savais rien. »

L'Élu ne veut pas tomber dans la polémique et assure qu'il en discutera

25 € par enfant et par cycle dès la rentrée

Consciente des difficultés d'emploi du temps de certains parents, la municipalité a décidé de revoir son projet. Finalement, les NAP seront accessibles aux enfants extérieurs, mais deviendront payantes. Si les enfants de Marle pourront toujours bénéficier de la gratuité, les parents des enfants extérieurs devront payer 25 € par cycle (période entre deux vacances scolaires) ou 30 € s'ils vont aussi à l'école. « Ce tarif doit encore être validé en commission », prévient tout de même le maire.

prochainement avec le maire de Marle. « J'aurais préféré l'apprendre autrement, être consulté. Maintenant c'est trop tard. Avec les maires des autres communes, nous allons donc demander à rencontrer le maire de Marle pour en discuter dès la rentrée », explique-t-il.

La maire de Toulis-et-Attencourt, Blandine Laureau, espère aussi avoir des explications prochainement. « J'aurais aimé être consultée, comme les autres maires. Ça aurait été normal et plus correct. Mais nous n'avons jamais été convoqués pour parler des activités périscolaires », explique-t-elle.

VIRGINIE GUENNEC

EMPLOI

Comment ils ont pu sortir du chômage

À force d'entendre la litanie des hausses du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi, on finit par oublier ceux qui retrouvent une embauche. Cinq personnes de nos départements témoignent : recherche, galère, avant le retour dans le monde du travail.

1 GAËL (41 ANS), CINQ ANS SANS EMPLOI
Préparateur en pharmacie diplômé, Gaël a connu des problèmes de santé qui lui ont fait perdre son emploi il y a cinq ans après neuf années dans différentes officines de Charleville-Mézières, dans les Ardennes. « Je me suis d'abord soigné et j'ai repris les recherches effectives depuis deux ans. J'ai d'abord suivi une formation de développeur pour le web. Mais je n'ai rien trouvé dans ce milieu. J'ai donc cherché à nouveau auprès des pharmacies. Et depuis le 12 août, je suis en CDI, dans une pharmacie de Monthermé (Ardennes). Pôle emploi me l'a proposé et j'ai aussitôt appelé le pharmacien. Là, c'est un soulagement pour moi et ma famille ! À la maison, on tourne en rond... »

« Montrer que l'on veut s'en sortir »

« La formation web m'avait redonné confiance en moi, mais il faut persévérer ! Je suis allé jusqu'en Alsace pour trouver du travail. Il faut chercher, se bouger ! Pôle emploi vous aide, je voyais mon conseiller tous les mois, mais ne peut pas tout faire. Si vous êtes inotivé, vous êtes plus enclin à être aidé. Il faut avoir cette envie, cette motivation, montrer que l'on veut s'en sortir... »

2 AGATHÉ (30 ANS), UNE ANNÉE SANS EMPLOI « Après un CAP et un Brevet professionnel en esthétique, je n'ai rien trouvé. Là, grâce à une formation sur les extensions de cils, prise en charge par Pôle Emploi, j'ai été embauché en CDD à temps partiel jusqu'en janvier. Cela devrait ensuite déboucher sur un CDI. Rester chez soi, au début on trouve cela agréable, mais on se dit rapidement que l'on ne sert à rien

« Cela redonne un rythme à sa vie et cela change déjà le regard des autres »

Karim, 37 ans

et on tombe en dépression, tant cela vous déprime encore plus. J'ai la chance d'avoir mes parents qui m'ont aidé financièrement mais lorsque vous ne touchez plus rien, cela vous motive !

« Il faut persévérer, postuler à tout »

« Mon conseil ? Persévérez, postulez à tout. Déjà, cela remplit votre CV et cela montre votre motivation car une année sans rien faire, cela vous pénalise auprès d'un éventuel employeur. Il ne faut donc pas hésiter à prendre des emplois qui ne sont pas ceux de votre domaine d'origine ! »

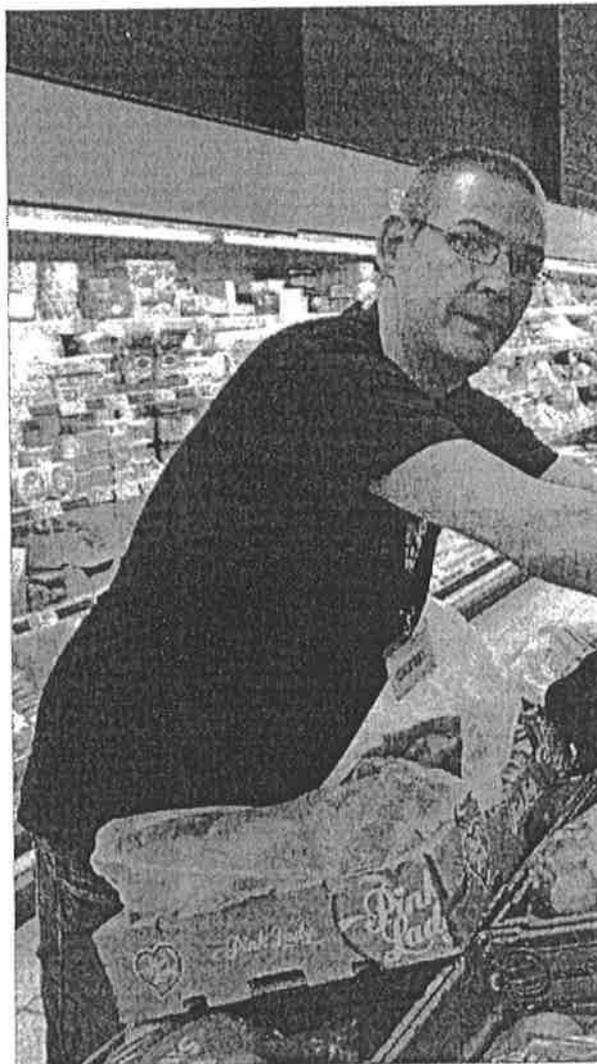
3 ALEXANDRE (30 ANS), TROIS ANS SANS EMPLOI Employé dans la grande distribution pendant plus de cinq ans, Alexandre a perdu son emploi. « À force d'envoyer pendant trois ans des CV partout sans pouvoir suivre de formation car Pôle Emploi manquait de financement, c'est décevant. Finalement, le supermarché Netto d'Épernay (Marne) m'a pris à l'essai pendant trois semaines. Et maintenant, il me prend avec une formation d'un mois et demi. Et on va désormais me former sur place. Là, j'ai un CDI alors qu'au départ cela ne devait déboucher que sur un CDD de six mois... Je peux vous dire que vous êtes sacrément

content après trois ans et demi de galère. Pendant tous ces mois, on ne me proposait que des remplacements de très courte durée, alors j'adresse un grand merci à Monsieur et à Madame Vertines de m'avoir fait confiance, en juin, avec un CDI. »

« Aider plus ceux qui veulent s'en sortir »

« Vous savez, on n'a pas le droit de baisser les bras, sans quoi Pôle emploi vous met dehors. Il faudrait que Pôle emploi propose des ateliers plus intéressants, que l'on rencontre des employeurs pour savoir exactement ce qu'ils recherchent. Et ceux qui veulent vraiment s'en sortir, on doit les aider davantage. Je me suis défilé, j'ai envoyé des CV, mais j'ai été radié une fois. Cela a duré deux semaines. Après, il faut redonner tous les documents pour être à nouveau inscrit. C'est démotivant et si on baisse les bras rien qu'une fois c'est difficile de remonter la pente. »

4 KARIM (37 ANS), SANS EMPLOI DEPUIS 2010 Militaire pendant trois ans, Karim est obligé de garder ses enfants pour des raisons d'ordre privé à la fin de son contrat. Ces derniers grandissent, et après trois années sans emploi, il s'active pour retrouver un travail. « Là, j'enchaîne refus sur refus, même en intérim. Six ans sans travailler, cela bloque les employeurs. Même en étant motivé, sincèrement, on se pose des questions, on entend les chiffres du chômage. On se demande ce que l'on veut. Heureusement, Pôle emploi m'a orienté vers une formation pour remettre la machine en route. J'étais magicien, j'ai suivi une formation de préparateur de commandes. Cette for-



Après trois années sans emploi, Alexandre est désormais employé par le supermarché Netto d'

maton. Intégrait des stages en entreprise, cela permet de reprendre confiance en soi, cela m'a vraiment relancé. C'est de l'intérim, mais ce sont normalement des missions longues. »

« Suivre des formations change le regard des autres »

« Avant cela, on se pose beaucoup de questions. Là, je suis heureux, ma vie va changer. Je suis fier de moi, de l'image que je donne à mes enfants. Je vais pouvoir leur acheter des cadeaux... On se sent à nou-

veau utile !

Tout cela, c'est aussi grâce à Pôle emploi et à ma conseillère de la CAF, qui vous aide sur la façon de se vendre en entretien. Après, je conseille à ceux qui sont dans mon cas de suivre des formations. Cela redonne un rythme à sa vie et cela change déjà le regard des autres. »

5 BÉNIGNIN (33 ANS), SANS EMPLOI PENDANT CINQ MOIS À REIMS Après quelques CDD en rapport avec sa formation (BTS et licence pro en gestion comptabilité), Benja-

3,5 MILLIONS
de chômeurs
de catégorie A
(aucune activité
exercée) fin juin.

5,4 MILLIONS
de sans emploi ou
avec activité
réduite (catégories
A, B et C) fin juin.

AISNE
37 196 personnes
inscrites (cat. A)
fin juin, soit
+0,1 % en un an.

ARDENNES
16 870 personnes
inscrites (cat. A)
fin juin, soit
-4,4 % en un an.

MARNE
29 250 personnes
inscrites (cat. A)
fin juin, soit
-3,3 % en un an.

REPÈRES



clant d'une formation en complément de ses compétences. Hervé Guillin

min se retrouve au chômage en février dernier. « J'ai eu beaucoup de retour négatif à mes CV, on me demandait plus d'expérience.

« Se mettre dans une dynamique de groupe »
C'est assez paradoxal car les employeurs demandent des jeunes tout en nous reprochant notre manque d'expérience ! Depuis peu, je suis à la CAF en contrat de professionnalisation jusqu'à fin 2017 comme conseiller au service usagers cela doit déboucher sur un CDI après un

examen. Si Pôle emploi ne m'avait pas proposé de formation, je n'aurais jamais osé postuler à cette offre ! Comme quoi, postuler ne coûte rien, cela peut fonctionner.

Pour être honnête, j'avais un peu baissé les bras, je me laissais vivre. Heureusement, les deux mois de formation de Pôle emploi m'ont remis dans une dynamique de groupe. On s'entraide, on se motive entre nous. Désormais, je vais tout faire pour avoir ce diplôme, donc le CDI ! »

FREDERIC GOUIS

Moins de 10 % de la population active

Le taux de chômage a baissé de 0,3 point au deuxième trimestre, à 9,6 % de la population active en métropole (9,9 % pour la France entière), selon l'Insee, passant sous les 10 % pour la première fois depuis fin 2012.



La formation, planche de salut du Grand Est ?

Forcément, certains voient dans les formations proposées aux personnes sans emploi un moyen de réduire le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi. « Cela permet de faire baisser les chiffres... » persiflent-ils. Sûrement aussi... Mais les témoignages recueillis ci-contre permettent de mesurer combien ces dispositifs s'avèrent prépondérants et, très souvent, déclencheurs d'un retour à l'emploi. Dans la Région Grand Est, on semble en être convaincu. Les Régions financent déjà de nombreuses formations pour leurs habitants inscrits à Pôle emploi. En prenant la balle au rebond du plan de 500 000 formations annoncé par François Hollande en janvier dernier, et lancé en mars, le Grand Est s'en est vu confier par l'État la mise en œuvre dans ses départements.

75 000 formations en 2016

L'objectif est de permettre l'accès à la formation pour 75 000 jeunes ou adultes demandeurs d'emploi d'Alsace Champagne-Ardenne et Lorraine contre 49 000 en 2015. « L'enjeu n'est pas de mettre en place un plan et de distribuer des formations sans avenir. L'enjeu est de former des personnes sans emploi pour qu'après ils puissent travailler et se sentir intégrés dans notre société. C'est pourquoi, en partenariat avec Pôle emploi, nous avons mis en place un plan



Ph. Richert a décidé de cofinancer le plan de formations proposé par l'État. H. O.

d'action qui détermine les différents besoins en recrutement des entreprises, mais aussi les filières d'avenir », expliquait Philippe Richert en mars. Du coup, sur les sept premiers mois de 2016, 45 000 entrées en formation ont déjà été enregistrées, annonce la Région. Cette dernière, qui devait financer 5 000 places (des 25 000 places supplémentaires) a déjà identifié 6 300 places de formation disponibles.

Rappelons que si, à fin juin, dernier chiffre disponible, le nombre de sans-emploi de catégorie A a baissé de 2,3 % dans le Grand Est en un an (301 290 personnes inscrites à Pôle emploi), le nombre de personnes en catégories A, B et C (« sans emploi ou qui exercent une activité réduite mais en recherche d'emploi »), n'a reculé que de 0,6 % sur la même période (456 790 personnes).

F.G.

Xavier Bertrand et sa promesse de campagne

« Comme déjà évoqué, le bilan sera réalisé en octobre avec les chiffres de septembre. » Forcément, au cabinet de Xavier Bertrand, le président (LR) de la Région des Hauts-de-France, on est un peu gêné aux entournures. La raison ? La promesse de campagne d'octobre 2015 : « Je m'engage, élu en décembre à la tête de la région, à ce que pour septembre 2016 nous ayons remis un activé, nous ayons redonné un travail à 60 000 chômeurs dans la région. » Du côté de l'opposition Front national, la seule à la Région, on ose à peine se gausser. « La situation économique de notre grande région ne peut échapper à la crise nationale et européenne de l'emploi. Xavier Bertrand a cru que devenir patron de la région lui permettrait d'acquiescer des leviers. Or, pour créer de l'emploi, il faut une dynamique économique qui dépasse les compétences d'un président de Région », commente Paul-Henry Hansen-Catta, conseil régional frontiste de l'Aisne. « Faire croire aux électeurs qu'avec un coup de baguette magique, il allait changer la situation en quelques mois alors qu'il faut inverser des fondamentaux, un cap tenu par son camp depuis 40 ans... »

Formations ou emplois ?

Au-delà du chiffre des 60 000 personnes ayant retrouvé un emploi, c'est aussi l'action de « Proch'Emploi » le dispositif lancé en début de mandat par la Région en janvier dernier. « Proch'emploi propose des formations, pas des emplois. C'est le point commun entre Xavier Bertrand et François Hollande », assaille l'élu FN. « Faux », rétorque le cabinet de Xavier Bertrand, « Nous ne sommes pas dans l'occupational mais dans des formations qualifiantes débouchant



Xavier Bertrand avait promis « un travail pour 60 000 chômeurs ». Il faudra attendre un peu, beaucoup de personnes semblant bénéficier d'une formation avant un véritable emploi.

sur un emploi. » En fait, la Région suivrait sa méthode établie : « Mettre en adéquation les besoins de main-d'œuvre avec les formations proposées, que ce soit des reconversions totales ou des formations complémentaires. » Et de rappeler que « nous sommes en complément avec Pôle emploi ». Chacun pourra donc comparer ses chiffres en octobre. Pour le moment, le nombre de chômeurs des catégories A, B et C (personnes « sans emploi ou qui exercent une activité réduite mais en recherche d'emploi »), celles qu'évoquait Xavier Bertrand en octobre, baisse un peu depuis le début d'année et sa prise de fonction. De 574 281 personnes à fin janvier, le nombre est tombé à 573 050 fin juin (-0,2 %).

F.G.

LA PHRASE

« Je répète cet engagement lors des vœux le 31 décembre 2012. J'ai eu tort ! Je n'ai pas eu de bol ! En même temps, j'aurais pu gagner. Mais ça n'aurait rien changé parce que les gens sont lucides, il savent que ce n'est pas sur un mois que ça se joue. » François Hollande au sujet de sa promesse d'inversion de la courbe du chômage, dans le livre « Conversations privées avec le président », qui vient de paraître

L'EDITORIAL DE BERTRAND MEINNEL



Sarkozy, candidat sans surprise

« J'ai décidé d'être candidat à la présidentielle de 2017. La France exige qu'on lui donne tout ! » Sans surprise, Nicolas Sarkozy confirme à son tour sa candidature à la primaire de la droite dans un nouveau livre, qui doit sortir demain, et par un meeting d'officialisation jeudi près de Marseille. En dépit de ses promesses, l'ancien chef de l'État n'a pas résisté longtemps à l'ombre du secteur privé, loin des projecteurs de la politique et du pouvoir. En marche depuis plus d'un an pour reconquérir l'Élysée, Nicolas Sarkozy a laissé ses concurrents s'épuiser, tout en utilisant les ressources du parti pour se refaire une virginité. Et il a attendu le dernier moment pour quitter la présidence du parti Les Républicains et se consacrer à sa candidature. Son dynamisme en campagne va lui permettre de finir d'user les Juppé et Fillon avant la primaire fin novembre. Viendra alors la deuxième étape pour laminer une gauche totalement désunie et tenter de ne pas épouvanter les centristes, tout en faisant des pieds et des mains pour rallier une par-

tie de l'électorat de l'extrême-droite. Même après avoir admis du bout des lèvres des erreurs durant son mandat, l'homme et son style n'ont en effet pas changé, ce qui lui avait déjà été fatal en 2012. L'agitation de l'ancien président n'a pas laissé un bilan national flatteur et guère de succès sur la scène internationale, même marquée par la crise de 2008. Mais il tente de se forger une nouvelle image et légende, au nom d'un « sacrifice » pour la nation et de l'expérience. De là à faire oublier un passé pas si lointain... Restent que son énergie est incontestable, comme son talent à maîtriser les arcanes de la droite ; et qu'il est le seul à disposer d'une vraie base militante, le succès incroyable de son dernier livre l'atteste. Quant à montrer un talent de rassembleur au-delà de sa famille politique, à proposer un projet fédérateur pour la France et une volonté profonde de dépoussiérer enfin un système vieillissant, cette mue de l'ambitieux en homme d'état reste incertaine ! Ce changement surprise, ce sera peut-être pour 2017...

LE DESSIN D'ALEX



Sarkozy met fin au suspense en annonçant sa candidature

Le (faux) suspense est levé : Nicolas Sarkozy a annoncé hier sa candidature à la primaire de la droite en vue de 2017, dans un nouveau livre, « Tout pour la France ».

J' écrit Nicolas Sarkozy qui rêve d'être le premier ancien chef de l'État à reconquérir la présidence de la République après une défaite.

Le président du parti Les Républicains, revenu en politique à l'autonomie 2014 pour reprendre le parti UMP, alors plombé par une dette abyssale et l'affaire Bygmalion, quitte mécaniquement la présidence du parti comme prévu par le processus de la primaire. Il avait jusqu'à jeudi pour démissionner et ses rivaux n'avaient d'ailleurs pas manqué depuis le début de l'ère de le presser à officiellement candidater, l'accusant de mélange des genres. Laurent Wauquiez, le très droitier président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, devrait prendre le relais à la tête du parti. Nicolas Sarkozy tiendra son premier meeting de campagne jeudi à Chateauroux dans les Bouches-du-Rhône.

« Je participerai à la primaire de la droite et du centre. J'en respecterai chacune des règles »

Nicolas Sarkozy

Dans le prologue de *Tout pour la France*, Nicolas Sarkozy assure de sa loyauté envers ce processus de primaire (20 et 27 novembre), exercice méditerranéen à droite : « Je participerai à la primaire de la droite et du centre. J'en respecterai chacune des règles. C'est pourquoi à compter de ce jour, je quitte la présidence des Républicains ».

Dans ce nouvel ouvrage, publié

PRÉSIDENTIELLE 2017 : LES CANDIDATS DÉCLARÉS DE LA DROITE

Dejà candidat en 2012

Membre d'un précédent gouvernement



Sources : partis et blogs politiques, médias (données au 17 août 2016)

Photos : Reuters, DH

demain chez Plon, il développe ses thèmes de campagne : « vérité », « compétitivité », « autorité », « liberté ». Mais c'est surtout le thème de « l'identité », dans un contexte de menace jihadiste, qu'il devrait développer dans les prochaines semaines. Il souhaite ainsi se démarquer de « l'identité heureuse », un objectif vanté par son plus sérieux rival. Alain Juppé, maire de Bordeaux. M. Sarkozy confirme ainsi qu'il veut revenir sur les menus de substitution dans les cantines scolaires. M. Sarkozy, qui avait diminué les postes de policiers et de militaires pendant son quinquennat, veut aussi développer la thématique de « l'autonomie ». Sur les plans économique et social, M. Sarkozy évoque la baisse des charges pour combattre le chômage ou encore celle de la fiscalité, avec la suppression de l'impôt sur la fortune. En ce jour de ren-

trée gouvernementale, l'ex-chef de l'État est devenu donc candidat avec un challenge de taille après avoir échoué en 2012 face à François Hollande. Interrogé en marge d'un sommet international en Italie, l'actuel chef de l'État a répondu : « Je ne commenterai nullement les candidatures, ici surtout. »

« Une candidature, ce n'est pas un petit bonheur narcissique »

La liste officielle des candidats validée par la Haute Autorité sera publiée le 21 septembre. Il est à ce jour le 13^e candidat à la candidature. Autre inconnue qui pourrait parasiter sa campagne : la justice. L'ancien chef de l'État reste en effet mis en examen pour corruption et trafic d'influence dans l'enquête dite des « écoutes » et pour financement illégal de sa campagne présidentielle de 2012 dans le dossier Bygmalion. Dans ces

deux affaires, il risque un renvoi en procès à des dates indéterminées. L'ancien chef de l'État peut compter sur le soutien de ses anciens partisans comme Christian Estrosi, ou Christian Jacob, patron des députés LR, ancien proche de Jean-François Copé, lui aussi candidat à la primaire. Le chiraquien François Baroin le soutient lui aussi. Proche de Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux assure qu'il n'y a « ni aigreur, ni esprit de revanche » et qu'« une candidature, ce n'est pas un petit bonheur narcissique ».

Nicolas Dupont-Aignan, candidat souverainiste à la présidentielle, y a vu au contraire « la 50^e opération marketing de Sarkozy. Le vrai titre de son livre "Tout pour moi" ». « Ils ont tous promis. Ils ont tous échoué et trahi. Ils veulent tous revenir. Mais cette fois les Français vont choisir », a réagi Marine Le Pen, la présidente du FN.

DATES CLÉS

La vie et la carrière de M. Sarkozy en quelques grandes dates.

- 28 janvier 1955 : naissance à Paris
- 1982 : épouse Marie-Dominique Cullotti, dont il a deux fils, Pierre et Jean. Le couple divorce en 1996 et il se remarie avec Cécilia Ciganer-Aibenz, dont il a un fils Louis. Après un deuxième divorce en 2007, il épouse l'année suivante Carla Bruni. Le couple a une fille, Giulia.
- 29 avril 1983 : à 28 ans, il soufre la mairie de Neuilly à Charles Pasqua, son mentor en politique et patron RPR des Hauts-de-Seine. Il restera maire de Neuilly jusqu'en 2002.
- 1988 : élu député des Hauts-de-Seine. Il sera réélu en 1993, 1995, 1997, 2002 et 2005.
- 1993 : ministre du Budget dans le gouvernement de Balladur, dont il devient le porte-parole lorsque ce dernier se présente à la présidentielle perdue face à Jacques Chirac en 1995.
- 2002-2007 : ministre de l'Intérieur (mai 2002 - mars 2004) puis ministre de l'Économie et des Finances (mars-novembre 2004) du gouvernement Raffarin. Redevient ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Villepin (mai 2005 - mars 2007).
- 2004-2007 : président de l'UMP.
- 6 mai 2007 : élu président de la République en devançant Ségolène Royal, la candidate PS.
- 6 mai 2012 : candidat à sa réélection, il est battu par le socialiste François Hollande.
- 19 septembre 2014 : annonce officiellement son retour sur la scène politique en se lançant dans la course pour la présidence de l'UMP, qu'il remporte le 29 novembre.
- 22 août 2016 : annonce dans un livre sa candidature à la primaire de la droite et du centre, en vue de l'élection présidentielle de 2017.

UN BOULIMIQUE DE LA POLITIQUE

► Nicolas Sarkozy, 61 ans, est un boulimique de la politique. Il aspire à réussir le premier retour d'un ancien chef de l'État à l'Élysée.

► Ses nombreux adversaires, de gauche mais aussi de droite, dénoncent une « fébrilité » et une « absence d'idées neuves ».

LE CHIFFRE

38 % C'est le pourcentage de bonnes opinions pour Nicolas Sarkozy, selon un sondage Ifop en juillet.

LA PHRASE

« J'ai un lien particulier avec les Français. Il peut se distendre, il peut se retendre, mais il existe. De Gaulle n'était pas détesté ? Et Thatcher ? Reagan ? Obama ? Merkel ? Et Mitterrand ? »

Nicolas Sarkozy, dans un entretien à Valeurs Actuelles paru le 11 août